

La condition des femmes, entre avancées et incertitudes

► La communauté internationale a dépensé en treize ans des milliards de dollars pour améliorer la situation des femmes afghanes.
► Face au tarissement de l'aide internationale et à l'instabilité sécuritaire et politique qui menace le pays, certains redoutent un retour en arrière.

KABOUL

De notre envoyée spéciale

Nasima et Eqlima ajustent leurs voiles, empoignent leurs sacs et grimpent dans leur voiture. Aujourd'hui, les deux employées de l'organisation Women for Afghan Women (Femmes pour les Afghanes) se rendent dans un hôpital de la banlieue de Kaboul.

Dans la salle d'attente, une trentaine de femmes bercent leurs poupons emmitoufflés dans des couvertures, en attendant de les faire vacciner. De sa voix assurée, Nasima démarre un discours bien rodé et attire rapidement l'attention.

« *Le mariage forcé est une plaie de notre société. Nous ne devons plus donner nos filles à des hommes que l'on ne connaît pas* », assène-t-elle en préambule, avant d'aborder d'autres thèmes, comme celui du divorce ou des violences.

Tous les jours, Nasima, 41 ans et Eqlima, 53 ans, partent à la rencontre de jeunes filles et de femmes, dans des écoles, des hôpitaux et des infirmeries, pour les informer de leurs droits. « *Elles ignorent souvent tout*, constate Nasima. *Elles pensent*

que leurs maris ont le droit de les battre et que la charia leur interdit de scolariser leurs filles. »

Depuis le début de l'intervention militaire en 2001, la communauté internationale a dépensé des milliards de dollars pour améliorer la situation des femmes afghanes. Mais les mentalités restent patriarcales et conservatrices.

Fawzia Koofi siège au Parlement depuis neuf ans. Elle fait partie des plus fervents défenseurs de la « *loi sur l'élimination des violences faites aux femmes* », l'une des plus importantes avancées de ces dernières années en la matière.

« Il y a eu des avancées considérables depuis la chute du gouvernement taliban. »

Le texte pénalise 22 types de violences à l'encontre des femmes et notamment, pour la première fois, le viol. Approuvée par décret par l'ancien président Hamid Karzaï en 2009, la loi n'a toujours pas été votée par le Parlement, à cause des réticences de certains députés. « *Quelques hommes s'y sont violemment opposés* », explique Fawzia Koofi. « *Ils pensent que si l'on donne plus de liberté aux femmes, elles arrêteront de leur obéir. Ils ont peur de perdre leurs servantes...* », lâche-t-elle, acerbe.

« *Il y a eu des avancées considérables depuis la chute du gouvernement taliban* », nuance Mahfuza Folad, une

ancienne juge aujourd'hui à la tête de l'organisation Justice for All (Justice pour tous), qui aide gratuitement les femmes dans leurs démarches juridiques. « *Aujourd'hui, nos filles vont à l'école et nos femmes sont juges, avocates, activistes, parlementaires...* »

Les filles représentent 40 % des élèves, et les femmes 27 % des députés au Parlement – comme à Paris... Mais face au tarissement de l'aide internationale et à l'instabilité sécuritaire et politique qui menace le pays, certains redoutent un retour en arrière.

Le nouveau président Ashraf Ghani, qui a pris ses fonctions le 29 septembre, s'est déclaré favorable aux pourparlers avec les talibans et certains craignent que le statut des femmes ne serve de monnaie d'échange à ces négociations. Mais il s'est engagé à améliorer le statut des femmes et a promis de nommer un nombre significatif d'entre elles à des postes à responsabilités au sein de l'équipe gouvernementale.

Mahfuza Folad reste inquiète. Son organisation est financée par des donateurs internationaux, susceptibles de délaisser les causes afghanes alors que les soldats occidentaux quittent le pays.

« *Nous voyons déjà les financements se réduire* », constate-t-elle. « *Faute de moyens, nous avons dû fermer un de nos bureaux en province.* » Elle désigne les jeunes Afghanes venues chercher de l'aide auprès de son association cet après-midi-là : « *Si notre organisation ferme, que feront-elles ?* »

MORGANE PELLENNÉ